Introduction

Le rapport au temps des individus, des institutions, des structures les plus diverses, est en plein bouleversement. Nous sommes collectivement en mesure de mieux le percevoir, sans doute encore de manière confuse, depuis la crise sanitaire et les attributs « temporels » qui lui étaient liés, ou qui ont été renforcés depuis, comme le télétravail ou même plus largement l’appréhension de la place du travail et des activités contraintes dans la vie des habitantes et habitants de France. En s’arrêtant simplement sur ce point, on devine, on peut constater et analyser, la diversité des situations vécues, la diversité des représentations exprimées, vis-à-vis du monde du travail mais pas seulement, selon les générations, les professions, la localisation géographique, le statut social, l’organisation d’un emploi du temps journalier, hebdomadaire, saisonnier, annuel, choisi ou contraint.

En France, en Europe, dans le monde, à l’aube des années 2020, l’organisation des modes de vie des humains n’obéit plus, ou moins, à des rythmes individuels et collectifs ordonnés autour de fonctionnements collectifs majoritaires, hérités de l’industrialisation de main-d’œuvre dominante et de ses normes et règlements associés.

En réalité, la situation est plus complexe que cela. Sans doute plus confuse aussi, car le rapport au temps du plus grand nombre est le fruit de mutations sociales, technologiques, économiques, territoriales, culturelles, dont on identifie bien les caractéristiques et les effets de manière séquencée ou particulière, mais que l'on a du mal à relier les uns aux autres, pour définir ce que l'on pourrait appeler, un « écosystème temporel » des modes de vie et des activités humaines. Il se joue sur plusieurs fronts simultanément. Sur le plan des grandes scansion du temps tout d'abord. Elles existent toujours, d'abord sur la forme bien connue des rythmes du travail des grandes firmes industrielles, particulièrement développés sous la forme d'une conception en temps homogène en Occident (Hartog, 2012). Elles concernent aussi l'organisation des loisirs à l'échelle d'une année. Les journalistes aiment à relater inlassablement, année après année, le « chassé-croisé » des juilletistes et des aoûtistes, qui reflète bien, en masses, les volumes temporels réglementés qui existent toujours pour profiter de la belle saison. Et que dire de la persistance des « heures de pointe » particulièrement le matin, (Munch, 2019) à toutes les échelles géographiques, avec évidemment, des variations en nombre importantes, mais avec des jugements négatifs exprimés avec la même intensité, quel que soit le nombre de minutes à l'arrêt comptabilisé par des automobilistes, en général autosolistes.

Ces cadres temporels persistants, illustrés le plus souvent par la « spirale du temps », à la fois linéaire (la fameuse « flèche du temps » assimilée aux progrès de toute sorte dont bénéficierait l'humanité) et au caractère circulaire récem-

ment, symbolisant la répétition d'un grand nombre d'activités humaines (Chabot, 2021), s'appuient sur des instruments de mesure qui existent depuis le Moyen Âge et qui, depuis le temps des moines chrétiens, ont servi à scander le temps des villes et des marchands, de la science, des marins, des usines, du chemin de fer, et maintenant des télécommunications, des satellites et de l'organisation technologique collective de la planète (Melguen, 2009).

Cet héritage, structurant, installé depuis des siècles, qui a fonctionné de pair avec une organisation sociale qui lui répondait par l'instauration de règles de vie temporelle dominantes, conçues par des hommes pour le travail, le confort et l'émancipation possible de leurs confrères masculins, déterminaient non seulement des horaires de travail uniformes, mais dévoilaient aussi des horaires de loisirs encadrés, des pratiques des espaces publics massifiées, une accessibilité aux services publics maîtrisée.

Plusieurs éléments majeurs ont bousculé cet ordre des choses et il en sera question tout au long de cet ouvrage. Ils se présentent sous la forme d'une plus grande individualisation des modes de vie et du fonctionnement de plus en plus autonome des institutions et des structures humaines, entraînant une désynchronisation générale des temporalités quotidiennes (Munch, Royoux, 2019), des rythmes de plus en plus personnalisés, une recomposition des rôles au sein des collectifs de travail, une scansion moins prévisible des modes de consommation et de loisirs, une articulation inédite entre temps de formation, temps actifs, sous différentes formes et pas seulement conventionnelles, temps personnels choisis.

Le rééquilibrage progressif, encore timide, mais réel des rôles assignés entre les femmes et les hommes, concernant du moins des tâches domestiques (beaucoup moins concernant la distribution des responsabilités économiques et institutionnelles), a contribué à recomposer les rapports contemporains au temps. L'adaptation possible, soulignée par la loi et des pratiques plus courantes de l'organisation des entreprises, des collectivités territoriales, des grandes associations, aux rythmes familiaux, pris en charge par les mères et les pères, est aujourd'hui de mieux en mieux acceptée et appropriée collectivement.

Cette adaptation s'est inscrite dans le mouvement très important, à l'œuvre depuis le début des années 2000, d'une diversification des horaires de travail, par poste, par équipe, par spécialité et spécificité technique, à la suite de la généralisation des lois Aubry adoptées en 1998, favorisant le passage à trente-cinq heures hebdomadaires. Cette orientation a parfois multiplié par trois le nombre de « grilles horaires » affectées aux salariés, y compris dans les PME, pouvant induire, par exemple, la sortie du lieu de travail de petits groupes de travailleurs tous les quart-d'heures, à partir de 16h30. Mais cette réorganisation horaire pouvait s'accompagner d'une fragmentation des horaires de travail en journée, notamment dans les métiers de la restauration, de la grande distribution, des services de propreté...

L'allongement des distances entre le domicile, le travail, les lieux de consommation, de loisirs ou d'études en France depuis trente ans, lié à l'extension continue des villes, grandes, petites ou moyennes, a expliqué aussi la généralisa-

tion de plages horaires variables. Mais cette nouvelle géographie résidentielle a également généré son lot de contraintes et de tensions que le mouvement des « gilets jaunes » a révélées et sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.

Au total, l'économie, la sociologie et la géographie spatio-temporelles, en France, au début des années 2020, présentent un visage inédit qui pose comme défi la recherche d'articulation entre un monde « objectivé » et « désexistentialisé », dans lequel « toutes les secondes sont semblables » (Chabot, 2021), et un désir partagé par beaucoup d'humains, confrontés à une tension quotidienne entre vie hors domicile (travail, études, recherche de ressources, chômage...) et vie personnelle plus complexe à gérer, désireux de faire reconnaître la valeur de leur « temps vécu » dans l'organisation spatio-temporelle encore dominante du monde contemporain. Une « expérience du temps », (Hartog, 2012), une « culture du temps » (Klein, 2002) adossées à une pluralité des temps, qui ne soient pas scandées par la seule relation passé-présent-futur (même si la dimension mémorielle des sociétés et des appartenances est toujours vivace au sein des collectifs humains), mais qui permette « d'habiter le temps » (Klein, 2002). Une tension permanente qui qualifie les rapports aux temps contemporains « coincés » entre les règles collectives sociales et les comportements, subis ou choisis par les individus.

Cette tension est inégalement répartie et révèle, de fait, la carte des pouvoirs de domination : elle sépare celles et ceux qui peuvent – ou ne peuvent pas – avoir les marges de manœuvre au sein de l'entreprise, du collectif et du lieu de travail, pour construire sa grille horaire (de travail le plus sou-

vent), sa variabilité, son autonomie hiérarchique, ses modes de conciliation entre ses différents temps de vie. De plus, la position géographique du lieu de résidence permet ou non de s'abstraire des contraintes des déplacements subis. Selon ces conditions, un nombre important de citoyens ne peut pas s'offrir les services du quotidien d'aujourd'hui (modes de garde flexibles, commerces de proximité proposant de larges plages horaires d'ouverture, localisation urbaine ou péri-urbaine offrant des transports collectifs fréquents et bien interconnectés), ou ne peuvent pas prétendre à des positions sociales qui permettent d'engager des négociations temporelles équilibrées.

Plus généralement, les caractéristiques globales du « temps contemporain » oscillent entre plusieurs pôles de tensions qui ont fait varier le programme de la vie quotidienne des Français (mais ces modalités concernent aussi bon nombre de concitoyens européens), dont l'impact sera développé dans cet ouvrage. On pense plus particulièrement à ceux qui permettent de concilier les rythmes de différentes séquences de vie – que l'on peut nommer ici les temps sociaux. Les personnes, les familles les plus exposées sont celles qui cumulent une vie professionnelle aux contraintes horaires atypiques de plus en plus fortes et une vie familiale, notamment avec des enfants en bas âge, très prenante. Les familles monoparentales, constituées le plus souvent d'une mère avec un ou plusieurs enfants, vivent des situations encore plus complexes. Elles le sont d'autant plus quand ces personnes habitent loin de leur lieu de travail – c'est la deuxième caractéristique – particulièrement dans les parties péri-urbaines ou moins denses et qui sont dépourvues

de certains services publics et privés : ceux qui permettent d'assurer une continuité de l'activité de parent, sans rupture subie durant la journée, ou qui permettent d'assumer la condition d'active ou d'actif professionnel en toute sérénité.

La troisième caractéristique, et pas des moindres, révèle la combinaison inédite dont la vie politique contemporaine, à toutes les échelles du globe, commence à prendre conscience, sans apporter encore les réponses collectives à la mesure du problème : la tension qui s'exerce entre le court et le long termes pour prendre en compte toutes les dimensions de la crise climatique. Tout un chacun est incité, d'ores et déjà, à simultanément résoudre, d'un côté, de multiples désynchronisations qui affectent la vie quotidienne, à s'impliquer dans les gestes à acquérir pour participer dès maintenant aux efforts d'adaptation ou d'atténuation du changement climatique, à gérer au passage les effets d'éco-anxiété qui peuvent en résulter, et de l'autre côté, à participer – c'est-à-dire, dans un premier temps à comprendre les conséquences de la portée dramatique qui se jouerait si les niveaux de vie ne s'équilibrent pas durant le *xxi^e* siècle entre les citoyens de cette planète – à la réflexion collective pour accepter les changements radicaux auxquels conduit le dérèglement climatique.

La « question temporelle », l'organisation des temps, l'agencement des temporalités, des rythmes et des modes de synchronisation, est donc aussi une question de pouvoir (revue *L'Histoire*, 2022), de domination, de construction d'autorité individuelle et collective. Qui décide de l'organisation des temps dans les sociétés modernes ? Cette interro-

gation traverse les apports de cet ouvrage, en la combinant avec une dimension ontologique sur les ressorts de la démocratie que l'on peut observer à toutes les échelles et dans toutes les situations sociales et économiques. Car on pourrait dire que les contraintes temporelles, liées à toutes les formes de désynchronisation quotidienne, constituent des forces contraires à l'exercice de la citoyenneté, en ce qu'elles sont chronophages, subies et conduisent à une perte des capacités d'actions individuelles et collectives.

Les questions temporelles, c'est notre conviction affirmée tout au long de cet ouvrage, sont une problématique sociale et spatiale trop peu étudiée, renvoyée principalement à des modes de conciliation individuelle, trop ignorée des instances collectives et publiques de régulation, qui traverse et questionne pourtant l'organisation d'un nombre de plus en plus important de sphères professionnelles et qui de ce fait devrait nourrir un débat démocratique de grande ampleur, à toutes les échelles de décision publique et privée.

Mieux connaître les rapports au temps du plus grand nombre, permet de mieux appréhender les défis sociaux et spatiaux contemporains car ceux-ci sont conditionnés par les capacités d'articulation des temps sociaux et des rythmes de vie dont dispose tout un chacun, selon sa position sociale, géographique, professionnelle, le niveau de ses revenus, sa mise en lien avec ses concitoyens, ses réseaux de connaissances ou d'acteurs.

Étudier et analyser les rapports au temps des communautés humaines, doit permettre de rendre explicites les

multiples dimensions spatio-temporelles des activités, des moments, des lieux, à plusieurs échelles, intergénérationnelles, pour permettre au plus grand nombre d'effectuer des choix conscients (y compris en faveur du « ralentissement » des modes de vie) à court, moyen ou long termes, et d'ainsi pouvoir « desserrer » les contraintes temporelles pour bâtir une vision d'avenir choisie qui, au-delà de la prise en compte des inégalités sociales et environnementales à intégrer pour lutter contre le changement climatique, permettra de situer au bon niveau des rapports de pouvoir mal évalués à l'heure actuelle sur ce plan.

C'est le double objet de cet ouvrage.

Nous arrivons à une véritable orientation spatio-temporelle des sociétés humaines. Le terme « spatio-temporel » est employé ici car on a assisté à une sorte de « libre-cours » sans véritable contrôle public des choix de localisation géographique des individus et des collectifs sociaux, en Europe, et un peu partout dans le monde, sans prendre en compte suffisamment les inégalités que ce mouvement a générées et qui demandent donc de mieux relier dorénavant les dimensions spatiales et temporelles. Cela signifie notamment acquérir une meilleure perception des modalités de synchronisations des activités humaines par genre, d'avoir une vue d'ensemble des contraintes physiques, des cheminements et des mobilités (intermodalité, multimodalité, horaires visibles, fréquence, amplitude, confort, services de proximité), de disposer de bouquets de services complets accessibles, d'être connecté à une information multi-supports et numérique à la portée du plus grand nombre. Un véritable tournant spatio-temporel qui intègre la profonde connais-

sance des usagers, qui conçoive des réponses à la portée des différentes catégories de population, d'acteurs et d'agents, qui garantisse une véritable équité territoriale ; un temps présent du choix possible, attentif aux relations de pouvoirs et aux organisations territoriales.

Il ne s'agit donc pas ici de conter une histoire des rapports aux temps qui combine les relations, les trajectoires entre le passé, le présent et le futur.

On pourrait assimiler l'intérêt pour la géographie, la sociologie et l'anthropologie spatio-temporelles, sous-tendues dans cet ouvrage à une sorte d'approfondissement du « présentisme » cher à François Hartog, du fait que « les individus contemporains aspirent à goûter la vie dans toutes ses dimensions » (Rosa, 2022). Nous nous appuyons d'ailleurs sur l'analyse développée par le philosophe pour caractériser le phénomène d'accélération (accélération technique, du changement social, du rythme de vie) (Rosa, 2010, 2012 ; Viard, 2012), pour y adjoindre les « mots du temps » qui nous paraissent illustrer le début des années 2020 : l'imédiateté, l'urgence, le court-terminisme, la mobilité, la flexibilité, la réactivité, matières d'une mondialisation de la vitesse.

De même, en s'inspirant des quatre trajectoires et horizons temporels de Pascal Chabot (Chabot, 2021), « Le Destin, l'Hyper-temps, le Délai », décrits comme « fatalistes » et qu'il oppose au « Progrès », il s'agira de donner corps, dans un contexte d'Anthropocène, aux défis de la prise en compte de rythmes plus apaisés dans la mondia-

lisation (première partie), dans la vie publique (deuxième partie), pour faire de la matière spatio-temporelle un « commun » au service de l'émancipation individuelle et collective. Ce qui suppose l'instauration de nouveaux droits et devoirs au sein des communautés humaines, qui dépassent les tensions entre l'affirmation d'une plus grande liberté personnelle et temporelle et des modes d'agir et de penser qui soient respectueux des corps sociaux dans leur ensemble (troisième partie).

Plus précisément encore, il s'agit dans la première partie d'examiner comment la dictature de l'immédiateté, relayée par des médias, accentue les décisions unilatérales au détriment du multilatéralisme. En même temps que la division internationale du travail s'est accrue en autonomisant plusieurs dynamiques différenciées, la mondialisation crée les conditions de nouvelles mobilisations (protocole de Kyoto, OMS, circulation des « bonnes pratiques »). Comment la maîtrise du temps appuie-t-elle ces mobilisations ?

La deuxième partie tentera de montrer que le rapport au temps est une donnée fondamentale à réguler au sein de toute organisation sociale qui varie selon les sociétés et les périodes de l'histoire. Les principaux enjeux spatio-temporels seront analysés, politique publique par politique publique. Mais il s'agira aussi de montrer que la réussite des défis propres à chaque thème de la vie publique est conditionnée par la robustesse de l'écosystème spatio-temporel global. La diversité des modalités d'organisation des temps sociaux demande une profonde connaissance des rythmes et des processus de synchronisation ou de désynchronisation de toutes les sphères professionnelles, mais aussi des articu-

lations à prendre en compte entre vie professionnelle et vie personnelle et familiale, auxquelles il faut ajouter les liens entre sphères situées « hors-travail ».

La coopération permettant la prise en compte globale des problèmes est au cœur de la résolution des dysfonctionnements temporels. Plusieurs interrogations nouvelles nourriront le contenu de la troisième partie. Une première concerne le renouvellement des processus de dialogue social territorial à mettre en œuvre et à renforcer entre institutions, entreprises, associations, salariés et syndicats, usagers et collectifs sociaux, c'est-à-dire des partenaires reconnus et mobilisés dans toute négociation, mais aussi l'instauration des processus de médiation avec les générateurs de temps (Éducation nationale, santé, grands services publics, grandes entreprises de main-d'œuvre), qui fixent leurs rythmes de fonctionnement et leurs horaires d'ouverture, sans concertation avec les usagers et les habitants du territoire où ils exercent. Autrement dit, mieux s'approprier les questions temporelles aide-t-il à construire de nouveaux communs et à mieux faire société ?

D'autres acteurs collectifs sont aussi à intégrer comme les gestionnaires de déplacement et de mobilité, les acteurs de la nuit, ceux qui sont en responsabilité vis-à-vis de publics nécessitant diverses modalités de prise en charge, simultanément ou en fonction de l'avancée dans l'âge (faire dialoguer les EHPAD par exemple avec les parties prenantes du maintien à domicile).

À ce défi démocratique de construction d'un dialogue équilibré, s'ajoutent les défis de la prise en compte des usagers, par exemple dans les domaines des transports, de l'amé-

nagement, de l'offre des services publics, de l'évolution des pratiques de consommation et de leurs conséquences sur le fonctionnement des marchés alimentaires, sur le fonctionnement des entreprises qui ont marqué leur intérêt en faveur d'une certaine flexibilité horaire des salariés...

Parler du temps contemporain, en « pleine conscience », c'est sans doute pouvoir débattre de choix complexes à opérer au sein de sociétés locales devenues très diversifiées, mais pourtant plus que jamais nécessaire pour tracer les possibilités de choix compatibles avec la survie d'une civilisation de l'Anthropocène.